

Le budget—M^{me} McDonald

milliards au cours de l'exercice courant de 1986-1987. Qu'on ne parle donc pas de restrictions budgétaires et de compression des dépenses quand le budget augmente chaque année.

Le budget de 1987-1988 est estimé à 110,1 milliards de dollars, soit 5,1 p. 100 de plus que l'an dernier. Pourquoi alors se donner la peine de parler de restrictions budgétaires et de réduction puisque les dépenses progressent plus rapidement que le coût de la vie et que le PNB. Il n'y a donc pas de restrictions budgétaires.

Mais il y a bien compressions dans des domaines secondaires dans l'ordre des priorités. Le gouvernement a cherché à compresser encore davantage ses dépenses en réduisant les prestations de la sécurité de la vieillesse. Il a fait la même chose dans le cas des allocations familiales en les désindexant partiellement, et il se propose de réduire le crédit d'impôt-enfants. Il néglige aussi les grands secteurs de l'aide familiale, notamment les garderies.

Les principaux postes budgétaires font état d'augmentations et non de diminutions des dépenses. Les dépenses de programmes pour l'exercice de 1984-1985 s'élevaient à 86,8 milliards de dollars. Ce montant est passé à 85,8 milliards en 1985-1986, mais il atteint 89,4 milliards pour l'exercice 1986-1987. Les prochaines projections dans ce domaine sont de l'ordre de 94,5 milliards de dollars.

L'intérêt sur la dette publique, le déficit accumulé, sont en hausse également. Dans les prévisions budgétaires de 1984-1985, on parlait de 20,3 milliards de dollars quoique les dépenses réelles ont été légèrement plus élevées. On a prévu 25,5 milliards de dollars pour ce poste en 1985-1986. Pour l'exercice de 1986-1987, ce montant est de 27 milliards de dollars et pour le suivant de 28,2. Les intérêts au titre de la dette publique et les dépenses de programmes démontrent bien qu'il n'y a pas restrictions budgétaires. Nous voyons plutôt que le gouvernement débloque davantage de crédits pour des questions plus importantes dans son ordre des priorités, comme la construction d'un pénitencier dans la circonscription du premier ministre (M. Mulroney) qui coûtera des millions de dollars supplémentaires simplement parce qu'on veut le terminer avant les prochaines élections.

Le gouvernement dépense plus d'argent pour les contrats extérieurs. Il réduit la fonction publique, par attrition et licenciements. En trois ans, la fonction publique aura diminué de 15 000, et c'est déjà en bonne voie. Toutefois, ces réductions d'effectifs ne signifient pas nécessairement des économies, car les services sont fournis sous contrat. Au lieu de verser à des employés un salaire raisonnable et de leur donner une certaine sécurité d'emploi et d'assez bonnes conditions de travail, les services sont confiés à de petites compagnies, qui contribuent ou non à la caisse du parti au pouvoir, mais qui de toute façon font des profits.

Pour ce faire, elles doivent soit augmenter substantiellement le prix du contrat, soit réduire les traitements de leurs employés. Nous savons que, dans le cas des services de nettoyage, les salaires des nettoyeurs, qui étaient déjà bas, ont été notablement réduits. Dans certains cas cela se traduit par une baisse des salaires et une augmentation des frais pour le gouvernement. Je prétends que ce ne sont pas des restrictions. Le gouvernement n'économise pas d'argent, il dépense simplement

d'une autre façon. Par contre, il s'ensuit une perte de la sécurité d'emploi et de bonnes occasions de travail. Les femmes s'inquiètent en particulier, car ayant été embauchées les dernières elles pourraient bien être licenciées les premières. Nombre des emplois qu'elles occupent risquent de ne pas survivre aux réductions des effectifs de la fonction publique prévues par le gouvernement.

Comme le gouvernement ne parvient pas à réduire les dépenses, il essaie de réduire le déficit en augmentant les recettes. Il procède, de façon générale, par une augmentation des taxes cachées comme la taxe de vente, la taxe sur l'essence, la taxe sur les grignotines, le tabac, les billets d'avion, et un nombre toujours croissant d'autres taxes. Depuis que les conservateurs sont au pouvoir, la famille moyenne, celle qui a deux enfants à charge et gagne 35 000 \$, a vu ses taxes et impôts augmenter de 1 384 \$.

Il y a d'autres moyens d'augmenter les recettes. Le gouvernement aurait pu supprimer l'exemption à vie des gains en capital de 500 000 \$ pour les riches. C'est une énorme échappatoire qui a été instaurée dans un régime fiscale où il y en avait déjà beaucoup trop. Le gouvernement conservateur pourrait la supprimer et augmenter ses recettes. Il pourrait revenir sur sa décision de relever le plafond pour les Régimes enregistrés d'épargne-retraite qui sont utilisés surtout par les riches. Cela leur donnera une autre échappatoire fiscale. Le gouvernement pourrait supprimer les échappatoires qui permettent à 79 000 entreprises rentables du Canada de ne payer aucun impôt sur le revenu. Ce serait un moyen très efficace d'obtenir plus de recettes.

Fait à noter, le budget principal des dépenses prévoit une augmentation de 25 p. 100 des bénéfices des entreprises au cours du prochain exercice financier, mais le gouvernement ne projette pas de percevoir 25 p. 100 de plus d'impôts sur les bénéfices des entreprises. Il compte en prélever à peine 365 millions de dollars de plus, alors qu'il compte percevoir 7,5 milliards de dollars de plus en impôts des particuliers. Les impôts des particuliers et des familles continuent d'augmenter à une vitesse scandaleuse pendant que les entreprises, même les plus rentables, réussissent à payer très peu d'impôt. Les impôts versés par les particuliers passeront de 37,8 milliards de dollars à 43,3 milliards. Par ailleurs, les impôts sur le revenu des sociétés passeront de 9,4 milliards à 9,8 milliards. C'est une augmentation tout à fait insignifiante. A une époque, les entreprises payaient la moitié des impôts sur le revenu au Canada. Elles n'en paient maintenant qu'une très petite partie. Leur part a commencé à diminuer sous les libéraux et la tendance s'est maintenue pendant des années, mais elle s'est accentuée sous les conservateurs. En 1984-1985, la dernière année du gouvernement libéral, l'impôt sur le revenu personnel représentait 41 p. 100 des recettes totales. Il en représente maintenant 43 p. 100. Les sociétés payaient 13 p. 100 des impôts totaux et elles n'en paient maintenant que 9 p. 100. Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des particuliers, cela représente une augmentation de 48 p. 100 par rapport à la dernière année du gouvernement libéral. Quant à l'impôt sur les sociétés, il n'a augmenté que de 4 p. 100. Ce sont des changements importants. Cette injustice croissante continue à exister.